

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 116 /PRM/DAJ/DA/MJC/2022

PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTE N° 38/PRM/DAJ/DA/MJC/2022

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS,

- Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,
 Vu le Code Pénal et notamment l'article R610-5,
 Vu le Code de la route,
 Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
 Vu l'article L 511 – 1 du code de la sécurité intérieure,
 Vu la demande de l'Entreprise Austral Télécom Services du vingt-trois février deux mille vingt-deux,
 Vu l'avis N° 12/2022 du treize janvier deux mille vingt-deux de la police municipale,

Considérant que pour prendre en compte le changement de date des travaux de raccordement de la fibre optique sur la rue du Professeur Henri Lapierre, il y a lieu de modifier l'arrêté N° 38/PRM/DAJ/DA/MJC/2022,

ARRÊTE

Art. 1. - L'arrêté N° 38/PRM/DAJ/DA/MJC/2022 est modifié comme suit en son article 2 :

- Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi sept février deux mille vingt-deux au vendredi huit avril deux mille vingt-deux entre sept heures et dix-sept heures.

Art. 2 – Les autres dispositions de l'arrêté demeurent inchangées.

Art. 3. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

Art. 4. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'Entreprise Austral Télécom Services.

Fait à Saint-Louis, le 07 MARS 2022

Pour le Maire et par Délégation
 Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH
 Conseillère Municipale
 Élu(e) aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- M. Alain PAYET
- Régie route
- Service communication
- Mme Lisémène SENNY PALANY
- Recueil des actes administratifs
- Entreprise Austral Télécom Services

Mme le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
 - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L.521-2 du code de justice administrative